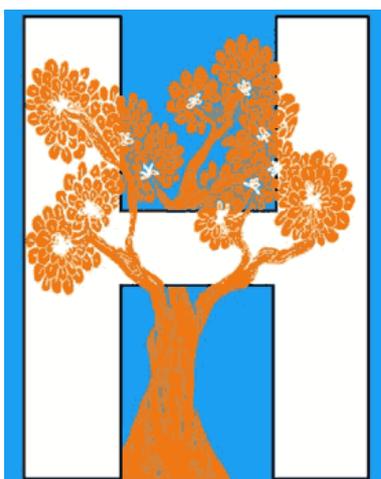


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1708>



ALERTE : L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES ET TOUS N'EST PLUS ASSURÉ !

- Cercles locaux - Moissac (82) -



Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2020

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Le Président de la République s'est engagé à ne pas fermer d'hôpitaux, Le Président de la République s'est engagé à ce que personne ne soit à plus d'une demi-heure d'un accès aux soins : MENSONGES !

Nous publions ci-dessous le communiqué de la coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités. Nous illustrons la situation par une vidéo faite par Nathalie Simonet devant hôpital de Moissac (Tarn et Garonne) pour environ 80 000 habitants avec 22 communes en désert médical.

Lecture

[Hôpital Moissac](https://www.youtube.com/watch?v=yrZ...) par [Pour une Constituante](#)
<https://www.youtube.com/watch?v=yrZ...> ***

Alors que le Président fait des déclarations mensongères, la coordination de défense des hôpitaux déclare :

La réalité est toute autre : dans les six derniers mois, les maternités de Privas, Thann, Altkirch, Tourcoing ont fermé. Des services d'urgences ferment la nuit (Sisteron) de même que des lignes de SMUR (Concarneau, Douarnenez). Les fermetures ponctuelles se multiplient, même dans un hôpital comme St Nazaire, avec un bassin de population de 250 000 habitants où le service des urgences a été fermé tout un week-end. Et la solution du rapport demandé par le gouvernement sur les urgences vise, tout simplement, à légaliser ces ruptures de service public !

En ville, le constat est tout aussi dramatique : dans toutes les régions, villes et campagnes, les effectifs de médecins généralistes et spécialistes en secteur I sont insuffisants par rapport aux besoins et surtout inégalement répartis sur le territoire, au détriment des habitants et de toute politique égalitaire d'aménagement du territoire. De plus en plus de personnes ne trouvent plus de médecins référents, font des kilomètres pour une consultation, subissent des listes d'attentes de plus en plus longues (12 mois pour une IRM à Quimper), sont confrontées à des dépassements d'honoraires et sont souvent obligées de se rendre aux urgences faute d'autres solutions. L'accès aux soins est aujourd'hui clairement remis en cause en France, pays riche, 9^{ème} puissance économique mondiale
.../.../...

Les personnels des services d'urgences ont sonné le tocsin en se mettant en grève, pour certains services depuis bientôt un an. Ils ont été rejoints par les personnels des autres services et par les médecins, avec des annonces massives de ceux-ci de retrait de leurs fonctions administratives : comment cautionner en effet un fonctionnement qui conduit à l'effondrement du service public hospitalier ? Comment cautionner par exemple que même à Paris, les services de réanimation pédiatrique ne répondent plus aux besoins, fermant des lits faute de personnel ? L'hôpital public est sacrifié, au profit du secteur privé lucratif ! Selon les chiffres 2017 de la DREES, le nombre de séjours en Chirurgie est de 2651438 pour les établissements publics et privés à but non lucratif, 3099521 pour le secteur privé. Après la chirurgie, le privé lucratif, soutenu par la finance, s'attaque aux soins de suite, aux maisons de retraite et aux urgences, là où c'est rentable et même à la ville avec l'implantation d'une plate-forme donnant des arrêts de travail à distance (avec tous les risques de non détection d'une pathologie grave).
IL EST URGENT D'EXIGER UNE POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE QUI RÉPONDE AUX BESOINS DE TOUTES ET TOUS PARTOUT.

C'est ce que nous demandons dans l'appel que nous avons lancé en octobre dernier avec de nombreuses

ALERTE : L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES ET TOUS N'EST PLUS ASSURÉ !

organisations (associations, mutuelles, syndicats et partis ou mouvements politiques). Il faut une création massive de centres de santé, la régulation de l'installation et une meilleure répartition des professionnels sur le territoire, la suppression des dépassements d'honoraires, des mesures pour que la fabrication et la distribution des médicaments répondent aux besoins, une démocratie effective en santé pour que les avis des usagers, des professionnels et des élus soient réellement pris en compte. A l'hôpital, comme le demandent les hospitaliers, il faut des lits, des postes et une revalorisation des carrières pour éviter la fuite des professionnels et de nouvelles fermetures..../.../...

Une augmentation des dépenses d'assurance maladie, (de l'ONDAM, objectif national des dépenses d'assurance maladie, tant médical que médico-social)est incontournable !A l'inverse des politiques s'appuyant sur les complémentaires santé pour préparer la privatisation de notre protection sociale, -en parallèle de la destruction du service public hospitalier -il y a urgence à remettre la sécurité sociale, une sécurité sociale démocratisée, au coeur du système de soins avec une prise en charge à 100%.Que ce soit dans sa branche maladie avec l'effondrement en cours du système de soins ou dans sa branche vieillesse avec le projet actuel de réforme des retraites, notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance est en danger grave et imminent de disparition. Le service public, la sécurité sociale, sont les garants d'une vraie égalité républicaine à défendre coûte que coûte. La Coordination Nationale et ses comités en appellent à la mobilisation générale.